

EMPLOI STATUT **SERVICE PUBLIC**

MOBILISÉS ET EN GRÈVE JEUDI 19 SEPTEMBRE !

Faire exploser le Groupe EDF au travers du projet « Hercule », créer une holding au siège d'ENGIE, ou encore publier le dernier rapport de la Cour des comptes sur les régimes spéciaux de retraite IEG/SNCF/RATP, le point commun entre toutes ces annonces : l'offensive gouvernementale contre le statut est « en marche »!

En voulant scinder l'entreprise EDF entre les actifs de production de « l'ancien monde », les ENR et réseaux du « nouveau monde », l'objectif serait de donner au personnel l'illusion d'une nationalisation tout en dégageant du cash garanti en privatisant les activités régulées. Ceci consisterait à faire payer les investissements de production long terme aux usagers pendant que le capital s'enrichit avec l'augmentation de l'ARENH (obligation faite à EDF de vendre des MW nucléaires au coût de production à ses concurrents).

L'ancien ministre de l'écologie de Rugy s'en était largement épanché dans la presse et à l'Assemblée Nationale : les mauvais résultats d'EDF sont le fruit des coûts salariaux et du tarif agent... et le PDG pourrait changer cela!

Le ministre a changé mais la feuille de route imposée par Macron et Philippe reste la même.

Pour la FNME CGT, il y a des « bornes » à ne pas dépasser!

Cette casse a des impacts collatéraux puisqu'elle ne toucherait pas moins de 70 % des agents statutaires de la branche des IEG.

Qui pourrait croire, par exemple, que les agents de Gazel Energie (ex UNIPER, ex SNET et ex EON) filiale du Groupe EPH du milliardaire tchèque Kretinsky ne seraient pas impactés alors que le couple Macron-Lévy chercherait des investisseurs étrangers pour mieux organiser la privatisation d'ENEDIS ?

« Grâce à la loi Pacte » qui a permis à l'Etat de sortir du capital d'ENGIE, au siège du Groupe, c'est désormais le projet de création d'une holding qui fait son chemin. Le but étant d'isoler et noyer dans la masse les personnels tertiaires au statut des IEG pour, à court terme, les diluer vers d'autres conventions collectives.

C'est une énième tentative des dirigeants du Groupe ENGIE pour marginaliser les agents statutaires de l'ancien monde de Gaz De France!

Au travers les tarifs de réseaux (TURPE, ATRD, ATRT), la Commission de Régulation de l'Energie épingle régulièrement les coûts salariaux d'Enedis, RTE, GRDF, GRT Gaz, poussant ainsi

à des suppressions d'emplois, externalisations, pour un moins disant social qui conduit, par exemple, à des accords collectifs qui limitent les évolutions de salaires.

Pour la FNME CGT, jamais les salariés et les retraités ne seront une variable d'ajustement qui vogue au gré du souffle patronal et cela restera une lutte acharnée au quotidien.

Pour toutes ces raisons, la FNME CGT appelle les agents et les retraités à se mobiliser pour l'emploi, leur statut, le service public et à participer massivement à l'appel national de grève des fédérations syndicales CGT/CFDT/FO/CFE-CGC le 19 septembre.





